

revenus. La surtaxe frappait lourdement et sans pitié les salariés et les gagne-petit. Notre parti s'est opposé à ce projet de loi, à toutes les étapes. Nous l'avons combattu tant et si bien qu'il a été rejeté. Maintenant, le gouvernement nous demande non seulement d'adopter d'autres mesures financières, mais aussi d'accepter une réduction des travaux industriels.

• (3.40 p.m.)

Quand les députés de la Colombie-Britannique sont arrivés chez eux à la Noël, ils ont bien vu pourquoi le taux de chômage y atteint presque le double de la moyenne dans les autres provinces canadiennes. On nous a dit à Noël que le niveau du chômage était de 10 à 25 p. 100 dans les divers chantiers de construction sur la côte du Pacifique ainsi que dans les entreprises de fabrication, et de 10 à 50 p. 100 dans les chantiers maritimes. Il ne s'agit pas de chômage saisonnier; c'est le résultat direct de la réduction du programme de transformation des torpilleurs et des autres travaux connexes qui avaient été confiés aux chantiers maritimes de la côte ouest, ou bien de la suppression de travaux publics importants dans d'autres domaines.

Les députés connaissent peut-être le dernier exemple de cette politique de réduction qui suscite précisément les maux que le gouvernement prétend si fort tenter de guérir. On sait peut-être qu'à Eskimo Point, village qui compte environ 400 habitants, beaucoup d'enfants succombent à la méningite, et que tant d'enfants sont morts de cette maladie pendant une période de 12 mois que, s'il y avait eu une épidémie semblable à Winnipeg, 8,000 enfants seraient morts. Pourtant, il y a à peine quelques jours, le gouvernement a ordonné des réductions des crédits du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social qui visent directement les Esquimaux et, par conséquent, les enfants d'Eskimo Point.

Je ne vois pas pourquoi nous devrions tout à coup écouter le ministre quand il dit que les financiers craignent pour le dollar canadien, et qu'il doit mériter leur confiance en faisant quelque chose pour sauver le dollar. A quoi servirait le salut du dollar canadien? A quoi servirait le salut de l'économie canadienne? C'est ce que nous aimerions savoir. Nul ne désire plus que nous adopter des mesures fiscales et financières de prévention, si nous étions assurés que les fonds serviraient à aider les Canadiens qui sont dans le besoin. Il est indiscutable qu'en dépit de tout ce que le gouvernement a fait depuis deux ans, le chômage a augmenté sensiblement. Nous, dont

[M^{me} MacInnis.]

les circonscriptions longent la côte, ne pouvons les parcourir sans que des gens nous disent que leurs enfants qui viennent de terminer leur formation ou leurs études ne peuvent trouver du travail.

Le coût de la vie monte toujours. C'est vrai qu'il n'a augmenté que d'un dixième de point le mois dernier, mais déjà en janvier, il était de 4½ p. 100 plus élevé que l'an passé. Le ministre a dit que la situation s'améliorerait dans le domaine du logement. L'an dernier, il y a eu 167,000 mises en chantier, 22 p. 100 de plus qu'en 1966. L'honorable représentant nous signale que, selon le ministre responsable du logement, il y en aura 175,000 cette année. Il a omis de mentionner que, selon le Conseil économique, pour ne pas perdre de terrain, il en faudra 190,000 cette année. Nous serons en retard de 15,000, même si l'on accepte les prévisions optimistes du ministre. C'est dire que tout ne va pas pour le mieux non plus dans le logement.

Toujours dans ce domaine, je signale que le ministre a déclaré que si les loyers sont plus élevés, c'est sans doute en partie à cause de l'augmentation des impôts fonciers, du coût des terrains et des taux d'intérêt. Il a ajouté, et je cite ses propres paroles: «mais peut-être aussi parce que les propriétaires jouissent en plus d'un endroit, d'une forte position sur le marché». Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour les gens ordinaires, à la merci des propriétaires qui tiennent le haut du pavé?

Une voix: C'est un domaine provincial.

Mme MacInnis: A quoi sert un gouvernement qui sait qu'il y a une crise du logement, qui reconnaît que les loyers ont monté en partie parce que les propriétaires tiennent le bon bout, quand ses membres, bien calés dans leurs fauteuils, ne font rien pour protéger les locataires contre les propriétaires qui les exploitent?

Mes commettants sont très impressionnés par ce qu'ils voient à la télévision, par les tours de passe-passe du ministre des Finances—vous voyez, vous ne voyez plus—et toutes les belles paroles ronflantes. Mais quand c'est fini, ils veulent savoir quand le gouvernement à l'intention de faire quelque chose au sujet du coût de la vie, quand il entend agir au sujet des loyers, quand il compte prendre des mesures pour permettre aux Canadiens de se loger convenablement. Ils veulent savoir aussi quand le gouvernement décidera, une fois pour toutes, s'il mettra ou non l'assurance frais médicaux en œuvre le 1^{er} juillet.

Il ne se passe guère de jour où je ne reçois pas de lettre de mes commettants qui souffrent d'un mal courant—leur revenu ne leur permet pas de joindre les deux bouts, d'avoir